

*l'Anti*capitaliste

n°810 | 23 juillet 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

FACE À L'AUSTÉRITÉ ET À L'EXTRÊME DROITE



**DÉFENDRE LE SERVICE
PUBLIC DE LA CULTURE
FAIRE VIVRE UN ART ÉMANCIPATEUR**

ZOOM

Canicule: combien de morts? Capitalisme: combien de profits?

Page 3

INTERNATIONAL

États-Unis: vers un coup de force de Trump?

Page 4

ARGUMENTS

Sécheresse en France, inondations en Chine, le climat dérégulé

Page 5

CHAMP LIBRE

Reportage. Les espaces Saquary de Plassac, un tiers-lieu pour faire vivre le commun

Page 8

Édito

SOS 115: Paris ne répond plus

Par MANON BOLTANSKY

Depuis trois semaines, les travailleurEs du Samusocial de Paris, notamment du 115, sont en grève reconductible, à la suite de l'annonce de la suppression de 1200 nuitées d'hébergement d'urgence par jour. La colère des écoutantEs et des accompagnantEs a fini par éclater. Au bout du fil, des personnes appellent parce qu'elles n'ont nulle part où dormir. Les écoutantEs recueillent leur détresse, cherchent une place qui n'existe pas, puis doivent leur annoncer qu'elles resteront à la rue. Cette violence quotidienne est insupportable. Cette grève, soutenue par la CGT Samusocial depuis le premier jour, dénonce le sous-financement chronique du travail social, l'épuisement des équipes et l'insuffisance dramatique des capacités d'accueil. Les grévistes exigent également la mise à l'abri immédiate des mineurEs non accompagnésEs. Faute de réponse de la direction, de la Mairie de Paris et surtout de l'État, les grévistes occupent depuis le 15 juillet, avec des familles et l'association Utopia 56, le parvis du siège du Samusocial. Cette occupation a contraint la direction à rencontrer les familles présentes et à entamer un dialogue qui devra mener à des solutions durables. Cette mobilisation, qui continue de s'étendre, a besoin de tout notre soutien: financier, matériel et politique, ainsi que de notre présence sur place. Cette situation n'est pas spécifique à Paris. Partout en France, dans les villes comme dans les campagnes, la crise sociale et climatique frappe des centaines de milliers de personnes parmi les plus pauvres. Dans un pays où les profits capitalistes atteignent des sommets tandis que les gouvernements sabrent les services publics, fermer des places d'hébergement et laisser des familles et des enfants à la rue est un choix politique. Il faut créer immédiatement des places d'hébergement pérennes et garantir des budgets suffisants pour permettre aux personnes les plus pauvres et les plus précaires de vivre dignement et d'envisager un avenir stable. Personne ne devrait avoir à supplier pour obtenir un toit, ni être condamné à dormir dehors. Vive la grève du Samusocial de Paris!



« Pour soutenir la mobilisation, donnez à la caisse de grève »

Bien dit

Ce qui se dessine, c'est la volonté d'automatiser l'ensemble de la chaîne de contrôle

LA QUADRATURE DU NET (www.laquadrature.net) révèle que France Travail teste une intelligence artificielle chargée de classer les chômeurEs entre profils «suspects» et «non suspects», afin de désigner les personnes à contrôler. Sous couvert d'une prétendue neutralité algorithmique, plus de six millions de personnes pourraient être profilées chaque mois. L'IA au service de la chasse aux chômeurEs...

Défendre le service public de la culture, faire vivre un art émancipateur!

L'écosystème économique du spectacle vivant, du cinéma, de l'audiovisuel et de l'édition, tel qu'il s'est établi depuis plusieurs décennies, est mis à mal: pendant que l'État et les collectivités territoriales se désengagent, les milliardaires fascisants gagnent du terrain.



Une situation alarmante

Vingt-huit institutions du spectacle vivant (théâtres labellisés, opéras) vont subir un «surgel» de leurs crédits: les subventions versées par l'État seront finalement inférieures de 13% aux montants annoncés. Dans l'édition, la situation est également très préoccupante. Bolloré, on le sait, détient désormais une grande partie de la presse et de l'édition du pays. Mais, pour les maisons d'édition indépendantes, un nouveau coup dur vient d'avoir lieu: lorsqu'un livre est publié, il doit parcourir tout un chemin avant de parvenir en librairie. Or Makassar, intermédiaire majeur entre les librairies et un grand nombre de maisons d'édition de gauche, annonce une faillite imminente, qui menace directement les maisons concernées. Dans l'audiovisuel public, le gouvernement prépare le démantèlement; dans le cinéma, Bolloré concentre les pouvoirs et l'État laisse faire. L'assèchement de la vie culturelle fragilise les conditions de la création et crée un terreau sur lequel l'extrême droite n'aura

plus qu'à faire fleurir ses projets nauséabonds.

L'extrême droite veut transformer la culture en propagande

Dans le spectacle vivant notamment, l'extrême droite prétend savoir ce qu'est un art populaire. Le Puy du Fou en serait l'archétype: on paye très cher son billet (pas loin de 50 euros par jour et par adulte) pour se balader dans une nostalgie savamment orchestrée de l'Ancien Régime. «C'était mieux avant»: la faute à la Révolution française, qui a ôté leur joie de vivre aux paysans. Le Puy du Fou a inspiré d'autres spectacles son et lumière tout aussi nauséabonds, comme ceux financés par Stérin, qui esthétisent les drapeaux nazis

en redonnant du cachet à la croix gammée.

Face à ces mascarades, une tradition théâtrale décentralisée s'est ancrée en France depuis la fin des années 1940. Festivals et salles de spectacle subventionnées sont présents sur tout le territoire. Contrairement à une idée reçue, les théâtres publics sont pleins (entre 80 et 90% de remplissage) et accueillent en particulier de nombreux jeunes: plus de 20% de leur public a moins de 26 ans. Dans le réseau des centres dramatiques nationaux, le prix moyen du billet est de 9 euros.

Quant aux près de 6000 compagnies qui maillent le territoire, elles inventent chaque jour des activités d'éducation artistique et culturelle, parallèlement à la

diffusion de leurs spectacles. De la crèche à l'Ehpad, en passant par les prisons et les hôpitaux, les artistes sont présentEs sur l'ensemble du territoire pour faire de l'art et de la culture une richesse au quotidien, et pas seulement les jours de fête. Mais cela n'empêche pas l'extrême droite de dénoncer un prétendu entre-soi culturel et de proposer de remplacer cette activité foisonnante par quelques têtes d'affiche programmées à des tarifs exorbitants... Et ce serait cela, un art populaire!

Mettons la culture au centre du débat politique!

Les travailleurEs du spectacle s'organisent: 1800 personnes se sont rassemblées à Avignon pour défendre notre modèle culturel! Mais ce combat ne concerne pas les seulEs professionnelLEs du spectacle. L'ensemble des forces progressistes doit s'engager dans la bataille culturelle. Réapproprions-nous la culture du débat esthétique et du dissensus. Réapprenons à confronter des avis divergents sur les œuvres que nous voyons. Mais, pour cela, réclamons le droit de continuer à découvrir des œuvres vivantes et originales — certaines un peu ratées, d'autres qui nous habiteront à jamais — qui, ensemble, continuent de faire de nous des êtres complexes et critiques, capables de s'émanciper.

Marie S.

Acturama

Merci Brouck!

Ce numéro 810 contient la dernière *Image de la semaine*! Depuis plus de 10 ans, Brouck nous offre, en dernière page de *l'Anticapitaliste*, un regard artistique, souvent drôle, toujours décalé, sur l'actualité et sur ce monde que le capitalisme fait marcher sur la tête. Un immense merci à lui d'avoir accompagné la rédaction et nos lecteurEs pendant toutes ces années. Nous lui souhaitons le meilleur pour la suite! Merci Lionel!



PORTRAIT DE BROUCK PAR CYRIELLE L. A.

À propos du prochain numéro

Le prochain numéro de l'hebdomadaire *l'Anticapitaliste*, le 811, aura un format et un contenu un peu particuliers. Il ne comptera que quatre pages et sera consacré à la campagne d'abonnement que nous lançons pour pérenniser notre journal et diffuser plus largement nos idées. Ce sera également le dernier numéro avant la pause du mois d'août. Le suivant paraîtra le 3 septembre. Le site et les réseaux sociaux de *l'Anticapitaliste* continueront toutefois d'être alimentés jusqu'à la reprise.



SANTÉ Canicule : combien de morts ? Capitalisme : combien de profits ?

Des milliers de morts, les femmes et les plus pauvres en première ligne : la canicule est le produit meurtrier du capitalisme fossile.

La canicule a tué des milliers de personnes, alors que le bilan est partiel et provisoire. Mais elle n'est pas une catastrophe naturelle. Derrière chaque mort, derrière chaque degré supplémentaire, il y a un baril de pétrole qui fait les profits de Total, il y a un millionnaire qui perçoit ses dividendes, il y a un CRS qui lance une grenade à tir tendu à Sainte-Soline.

Un été meurtrier

Comme lors de la canicule d'août 2003, il faudra attendre des semaines pour connaître le nombre réel de morts. Mais un premier bilan de Santé publique France fait déjà état de 2025 décès supplémentaires en une semaine, entre le 22 et le 28 juin. Un bond de 29,1%. Le bilan final sera beaucoup plus lourd, car ces chiffres n'intègrent ni les décès liés à la vague de juillet ni ceux constatés tardivement en ville avec les déclarations papier. Or les décès à domicile, les moins bien comptabilisés, sont aussi ceux qui ont le plus augmenté : +91%. L'été 2026 s'annonce bien comme l'un des plus meurtriers depuis la canicule d'août 2003.

Des inégalités de genre et de classe

Selon l'Inserm, la canicule de 2003 avait provoqué près de 15 000 décès supplémentaires. La surmortalité était fortement liée à l'âge : de plus de 20% chez les 45-54 ans à

plus de 120% chez les plus de 95 ans. Les femmes avaient été davantage touchées par la surmortalité : +70%, contre +40% pour les hommes. L'effet de l'âge a été souligné, les femmes étant plus nombreuses parmi les plus âgées, mais il faut aussi évoquer les retards de diagnostic selon le genre, notamment pour les pathologies cardiovasculaires décompensées.

La chaleur est aussi un révélateur des inégalités sociales. Les quartiers parisiens les plus denses, les plus pauvres et les moins végétalisés étaient aussi ceux où la mortalité liée à la chaleur était la plus élevée, avec des températures nocturnes parfois de 5 à 8 °C supérieures à celles des espaces verts périphériques. Vivre sous les toits, ne pas pouvoir se payer un ventilateur, travailler dans le bâtiment ou vivre seul avec l'allocation aux adultes handicapés et prendre des antidépresseurs nuit gravement à la santé ! Le bilan de 2003 a ensuite été porté à près de 20 000 morts en France et 70 000 en Europe par l'étude Canicule, qui prenait en compte l'ensemble de l'été. Et les chercheurEs n'ont pas observé de « rattrapage » de la mortalité. Ces victimes ne seraient pas mortes quelques semaines plus tard sans la vague de chaleur !

L'exception devient la norme

La canicule exceptionnelle de cet été risque bien de devenir la norme. La planète s'est déjà réchauffée de plus de 1,2 °C, et la France de près de 1,7 °C. Les vagues de chaleur sont plus fréquentes, plus longues, plus intenses. Selon *Nature Medicine*, environ 47 690 personnes sont mortes de la chaleur en Europe en 2023. L'année 2022

avait été pire, avec plus de 60 000 décès. Et les projections sont glaçantes : les morts pourraient tripler d'ici la fin du siècle si le réchauffement atteint 3 ou 4 °C. On passerait alors d'environ 44 000 décès annuels à plus de 129 000 par an en Europe, selon une étude de *The Lancet Public Health* de 2024. Cela représenterait, à l'échelle du siècle, plus de deux millions de morts supplémentaires en Europe si les émissions ne sont pas fortement réduites et les politiques d'adaptation profondément renforcées.

Colère contre le capital ou paniques identitaires ?

Ils appellent ça l'insécurité. Bolloré, Le Pen ou Macron veulent nous convaincre que le danger est le migrant ou le jeune de banlieue. Pourtant, la menace la plus meurtrière est dans l'air que nous respirons, la bouffe qui nous pollue et maintenant la chaleur qui nous cuit. Les températures extrêmes tuent davantage que les violences entre personnes, qui ne représentent que 0,089% des décès en France en 2020, en baisse par rapport aux 0,2% de 1990. Les décès dus aux températures extrêmes étaient 3,3 fois plus nombreux que ceux dus aux violences entre personnes, tandis que les morts au travail sont 1,5 fois plus nombreuses que les homicides qui font la une des médias. Les faits divers plus que les coups de chaleur, c'est peut-être ça, l'hégémonie bourgeoise.

La canicule n'est pas une catastrophe naturelle, c'est une catastrophe sociale du capitalisme fossile qui enrichit ceux qui la produisent.

Frank Prouhet

UKRAINE À Kyiv, sous les bombes, la rue fait entendre sa voix

Malgré les bombardements russes, les habitantEs de Kyiv se mobilisent contre le limogeage du ministre de la Défense et la hausse brutale du prix des transports.

La nuit avait été effroyable : plus de 40 missiles tirés en 50 minutes. Pourtant, ce dimanche 19 juillet au soir, des milliers d'habitantEs de Kyiv affluent encore sur la petite place Ivan Franko, pancartes en main, pour faire à nouveau reculer le président Volodymyr Zelensky, comme lors des mobilisations anticorruption de l'an dernier.

Contre l'éviction de Fedorov

Cette fois, c'est le limogeage du ministre de la Défense, Mykhailo Fedorov, qui a provoqué la colère. Nommé en janvier, cet entrepreneur de la tech de 35 ans, proche de Zelensky depuis 2019, avait réformé l'approvisionnement en armes, jusque-là opaque et propice à la corruption, et modernisé la défense grâce aux drones, aux technologies de pointe et à l'analyse des données, afin de déjouer les plans russes et de limiter les pertes humaines. Il avait aussi lancé des contrats d'engagement à durée limitée pour permettre une rotation sur le front. Ces mesures l'ont rendu très populaire. Les UkrainienNEs ont donc repris la rue pour réclamer le retour de Fedorov et le limogeage du chef d'état-major, Oleksandr Syrskyi, militaire de carrière critiqué pour une stratégie héritée de la culture soviétique et inadaptée. Depuis plusieurs mois, des voix dans l'armée dénoncent des décisions



© Nico Dix

absurdes ayant coûté de nombreuses vies. Les déclarations de Fedorov et de plusieurs généraux suggèrent que les divergences entre les deux hommes avaient contraint Zelensky à trancher. Mais, en Ukraine, la résistance à l'invasion est l'affaire de tous et la population entend peser sur les décisions. Les manifestantEs confectionnent leurs pancartes avec des feutres et des ciseaux, comparant notamment Syrskyi à un fromage — « syr » signifie « fromage » en ukrainien. Un drapeau géant parcourt la place tandis que des groupes scandent les noms de Fedorov ou de Drapatyi, un général populaire. Taras Bilous, historien, membre de Mouvement social et engagé dans l'armée, juge Fedorov meilleur que ses prédécesseurs mais dénonce la

« vague d'idéalisation » et critique les nouveaux contrats d'engagement : mobilisé depuis quatre ans, il ne pourrait pas en bénéficier et leur mise en œuvre n'avance pas. Mais l'essentiel est ailleurs : « Si Syrskyi venait à être démis de ses fonctions, ce serait pour le mieux. C'est en réalité plus important. » La rue a une fois de plus obtenu une victoire, puisque ce mardi 21 juillet au soir, Zelensky a annoncé le remplacement de Syrskyi par Drapatyi.

Contre l'augmentation du ticket de métro

Taras Bilous appelle à rejoindre, à quelques centaines de mètres, la mobilisation contre l'augmentation des tarifs des transports en commun. Une cinquantaine de personnes se

rassemblent devant la mairie, dont la façade porte une immense banderole réclamant la libération des défenseurs d'Azovstal. Organisé par Mouvement social, la Ligue socialiste ukrainienne et le syndicat étudiant Priama Diia, le rassemblement attire, grâce à sa médiatisation, des passantEs outrés par le décret du maire Vitali Klitschko.

Le ticket de métro vient en effet de bondir de 8 à 30 hryvnias, soit de 15 à 60 centimes d'euro, alors que la majorité des habitantEs gagnent moins de 35 000 hryvnias par mois et que les personnels de l'éducation et de la santé n'en perçoivent souvent que la moitié. Tania, pédiatre et non militante, a rejoint le rassemblement : pour elle, trop de sacrifices sont demandés à la population. Des travailleurEs des transports sont également présentEs et soulignent que cette hausse n'améliorera pas leurs conditions de travail.

Pour Vitaliy Dudin, membre de Mouvement social, ce décret adopté sans consultation menace la cohésion sociale, la mobilité de la population et la démocratie municipale : alors que plus de 50 personnes ont été tuées dans les bombardements au cours de la seule première semaine de juillet, imposer une charge supplémentaire à la population est inacceptable. Malgré les bombes, les sacrifices et une guerre qui s'éternise, la société ukrainienne ne plie pas et « continue de se battre contre l'ennemi extérieur et les attaques de l'intérieur », explique Svetlana, revenue aider dans son pays natal après des décennies à l'étranger. **Nico Dix et Alice Pley, à Kyiv, le 21 juillet 2026**

No comment

Les entreprises et les employeurs sont eux-mêmes, quelquefois, en souffrance psychique et en véritable burn-out

PASCALE GRUNY, sénatrice LR, a osé invoquer la « souffrance psychique » des entreprises (*sic*) et des employeurs pour défendre le refus de publier un rapport sur la santé mentale au travail, qu'elle jugeait ainsi « orienté ». Depuis février 2026, une mission d'information du Sénat travaillait pourtant sur le sujet. Fait inhabituel, son rapport n'a pas été rendu public : le 8 juillet, la majorité de droite et du centre a refusé d'en autoriser la publication.

Agenda

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 18^e Université d'été du NPA- l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate. Lire page 7.

Samedi 3 octobre, mobilisation « Stop pesticides », Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12 h pour une fête paysanne et une grande manifestation, à l'initiative entre autres de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la Terre et de Cancer Colère.



Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafférière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr



UKRAINE Boulgakov à Kyiv : le monument et la méthode

En amalgamant le tsarisme, l'URSS et la Russie contemporaine, la politique culturelle dite « de décolonisation » menée par l'État ukrainien relève d'une logique nationaliste plutôt que véritablement anticoloniale.

Début juin 2026, les services municipaux de Kyiv ont retiré le monument à Mikhaïl Boulgakov, auteur du *Maître et Marguerite*, de la ruelle pavée de la vieille ville où il a grandi. La décision découlait d'une conclusion de l'Institut national ukrainien de la mémoire (UINP), qui classait Boulgakov parmi les symboles de la politique impériale russe. Les éléments textuels sont solides : son mépris pour la langue ukrainienne traverse son œuvre, du pamphlet *Kiev-la-ville* (1923) au roman *La Garde blanche* (1925).

Une décolonisation sélective

Ce qui est moins souvent remarqué, c'est ce que le ministère ukrainien de l'Éducation a décidé de conserver. Depuis la réforme de 2022, la plupart des auteurs russes ont été retirés des programmes de littérature étrangère. *Le Cœur de chien*, lui, figure toujours sur la liste des lectures optionnelles. Ce texte de 1925 — dans lequel un chirurgien moscovite greffe une hypophyse humaine sur un chien errant, produisant un fonctionnaire soviétique arrogant et brutal — est la satire la plus féroce que Boulgakov ait écrite contre le projet bolchevique de remodeler la nature humaine. Les autorités soviétiques l'avaient saisi lors d'une perquisition en 1926 et interdit jusqu'en 1987. Le ministère ukrainien ne l'a pas maintenu au programme parce qu'il aurait un quelconque lien ukrainien. Il l'a maintenu parce qu'il présente l'expérience soviétique comme destructrice et brutale — ce qui est utile au moment politique actuel. La logique est identique à celle de Staline, mais de signe inversé. Staline avait protégé Boulgakov, monarchiste blanc authentique et impénitent, parce que la soumission des Blancs honorables à la victoire bolchevique dans sa pièce *Les Jours des Tourbine* avait du poids, précisément parce que leur auteur pleurait sincèrement le monde qu'ils représentaient. Il avait écrit à ce sujet : « Si même ces gens sont forcés de déposer les armes et de se soumettre à la volonté du peuple, cela signifie que les bolcheviks sont invincibles. » Dans les deux cas, la politique culturelle d'État sélectionne des éléments de l'œuvre selon les besoins du moment.

Une politique culturelle nationaliste

D'après l'historien kharkivien Vadym Ilyin, la législation ukrainienne de décolonisation amalgame le tsarisme, l'URSS et la Russie capitaliste contemporaine en un continuum colonial unique et indifférencié. Cet effacement des distinctions historiques sert des fins nationalistes plutôt que véritablement anticoloniales. La gauche ukrainienne ne s'oppose pas en bloc à la décolonisation de l'espace public. Sotsialnyi Rukh (Mouvement social Ukraine) défend une ukrainisation à orientation sociale, fondée sur l'investissement public dans l'éducation, l'édition et la culture, avec des droits garantis pour les minorités nationales. C'est une position radicalement différente de la sélection administrative fondée sur l'utilité idéologique. Une politique culturelle progressiste distinguerait *La Garde blanche* — document de la culture impériale russe, à lire de façon critique — du *Maître et Marguerite*, devenu en samizdat un instrument de résistance démocratique au pouvoir totalitaire stalinien, dont se sont emparés des lecteurEs pour lesquels la politique de son auteur était sans pertinence. Une politique incapable d'opérer ces distinctions n'est pas une décolonisation. C'est, selon la formulation d'Ilyin reprenant Pierre Bourdieu, une violence symbolique : l'imposition d'une pratique culturelle dominante à celles et ceux qui n'ont aucun moyen effectif de refus.

Adam Novak

ÉTATS-UNIS Vers un coup de force de Trump ?

À l'approche des élections de novembre, Trump prépare la contestation du scrutin et menace d'envoyer des forces fédérales dans les bureaux de vote.

Dans un discours d'une demi-heure diffusé en prime time, Donald Trump a affirmé que les élections états-unienne étaient menacées par des ingérences étrangères, le vote massif de non-citoyenNES et la fraude. Il a appelé le Congrès à adopter le « *SAVE America Act* » (« *Safeguard American Voter Eligibility Act* »), qui imposerait une pièce d'identité avec photo et une preuve de citoyenneté, limiterait le vote par correspondance et organiserait des purges régulières des listes électorales. Pourtant, le vote de non-citoyenNES est très rare et rien n'indique que le vote par correspondance favorise la fraude.

Fausser les élections

Aux États-Unis, ce sont les lois des États, et non les lois fédérales, qui régissent les élections. La plupart des ÉtatsunienNES peuvent s'inscrire avec un permis de conduire ou un numéro de sécurité sociale, puis se présenter au bureau de vote le jour du scrutin. En exigeant une preuve de citoyenneté, la loi SAVE risque d'écarter des millions de personnes des élections de novembre 2026 et des scrutins suivants. Selon le *Brennan Center for Justice* et le *Campaign Legal Center*, plus de 21 millions de citoyenNES ayant le droit de vote ne disposent pas immédiatement d'un tel document, notamment parmi les populations noires, latino-américaines ou pauvres. Trump veut également supprimer le vote par correspondance, alors que huit États organisent ainsi l'ensemble de leurs élections.



Outre le projet de loi SAVE, les républicains ont redécoupé les circonscriptions de plusieurs États pour gagner davantage de sièges au Congrès et purgent depuis des années les listes électorales afin d'écarter des électeurEs susceptibles de voter démocrate.

Malgré ces manœuvres, les républicains pourraient perdre les deux chambres du Congrès, sur fond de guerre impopulaire contre l'Iran, de hausse des prix et de meurtres d'immigréEs et de citoyenNES étatsunienNES par l'ICE. Seuls 37 % des ÉtatsunienNES soutiennent Trump et sa guerre : en

désespoir de cause, il pourrait recourir à la force.

Vers un coup d'État ?

En présentant les élections comme frauduleuses, Trump cherche à justifier un contrôle fédéral accru. Il se dit prêt à envoyer des troupes ou l'ICE dans les bureaux de vote pour prétendument protéger le scrutin, sans en avoir le pouvoir légal : l'ingérence de l'armée dans les élections constitue un crime fédéral. Certains États interdisent d'ailleurs les armes à feu dans les bureaux de vote. Ses allégations de fraude pourraient lui servir de prétexte

pour invoquer l'état d'urgence et déployer des troupes ou des agents fédéraux dans les bureaux de vote, au risque d'intimider les électeurEs et de les dissuader de voter. L'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) et d'autres organisations similaires se préparent à une telle éventualité, tout comme les organisations locales d'observation électorale. Trump prépare le peuple états-unien à accepter la présence de soldats dans ses rues. Au cours de ce deuxième mandat, il a envoyé des troupes en Californie, en Oregon, dans l'Illinois, au Tennessee, en Louisiane, en Caroline du Nord et à Washington, D.C. La prochaine étape consisterait à les déployer dans tous les États.

Sous couvert de l'état d'urgence, Trump pourrait envoyer des troupes saisir les bulletins ou contrôler le dépouillement. Ce serait le début possible d'un coup d'État : ignorer les résultats, déclarer les républicains vainqueurs et gouverner par décret. Ce scénario est débattu dans la presse libérale et par des intellectuels comme l'historien Timothy Snyder.

La gauche devra se mobiliser pour défendre le droit de vote et rejoindre les manifestations contre toute présence de troupes ou de l'ICE dans les bureaux de vote. Une résistance massive, pacifique mais militante, sera nécessaire.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

RDC La lutte contre Ebola est aussi politique

Pour contrer l'épidémie d'Ebola, qui ne cesse de s'aggraver, il faut mobiliser davantage de moyens, mais aussi permettre aux communautés de participer aux décisions.

Même si l'épidémie d'Ebola de Bundibugyo ne fait plus la une des médias, elle continue de progresser rapidement. On recense officiellement plus de 2 000 cas et 754 décès, mais, de l'avis de tous les experts, ces chiffres sont largement sous-estimés.

De nombreux obstacles

En effet, le traçage, principal moyen de casser les chaînes de transmission, ne couvre que 60 % des personnes ayant été en contact avec des malades. Ce sont donc des milliers de personnes potentiellement contaminées et non suivies qui peuvent, à leur tour, transmettre le virus. L'épidémie se propage principalement dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en proie au conflit opposant les forces armées congolaises au M23, soutenu par le Rwanda. Cette situation entraîne une forte insécurité pour les soignantEs et provoque des déplacements constants de populations, qui accroissent les risques de contamination.

À ces difficultés s'ajoutent celles liées à l'état du système de santé : des centres de

soins trop peu nombreux et saturés, ainsi que des difficultés logistiques et de transport. Sans compter l'incurie des pouvoirs publics, incapables d'équiper correctement les soignantEs et les traceurEs et d'assurer le paiement régulier de leurs salaires.

La méfiance

Les médias ont relaté l'hostilité d'une partie des communautés à l'égard des soignantEs et des traceurEs.

Ce ressentiment ne s'explique pas uniquement par la volonté de respecter les rites funéraires traditionnels, au cours desquels le corps de la personne défunte est lavé et enlacé par les proches avant l'inhumation — des pratiques incompatibles avec les recommandations des professionnelles de santé, la maladie se transmettant par les fluides corporels.

De nombreux CongolaisEs ne font pas confiance aux ONG internationales, qu'ils et elles estiment complices du gouvernement congolais, tandis que d'autres considèrent qu'Ebola est une invention de l'Occident destinée à faciliter le pillage des richesses du pays.

Ces croyances sont certes erronées, mais elles trouvent un écho dans les conditions de vie de la population. Depuis des années, les enfants meurent du paludisme ou simplement de diarrhées sans qu'aucune intervention d'envergure ne soit mise en œuvre. Et soudain, l'État et les ONG se mobilisent massivement pour combattre une seule maladie, laissant toutes les autres de côté.



Hôpital de Gombé-Matadi (RDC). WIKIMEDIA COMMONS

L'implication des communautés

De l'État congolais, les habitantEs ne perçoivent le plus souvent que des soldats violents et des fonctionnaires corrompus. Les scandales d'abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires de plusieurs ONG lors de l'épidémie d'Ebola de 2020 demeurent présents dans les mémoires. De même, le chantage des États-Unis, conditionnant leur aide sanitaire à l'accès aux minerais, renforce encore la défiance à l'égard des pays occidentaux.

Le préalable indispensable à la lutte contre Ebola est de travailler avec les communautés, et non sans ou contre elles. Celles-ci doivent être associées aux décisions et pouvoir exercer un contrôle sur les actions entreprises. Cette condition est essentielle pour garantir l'efficacité des progrès médicaux futurs. Des essais sont actuellement en cours avec l'antiviral obeldesivir, destiné à protéger les personnes considérées comme les plus exposées à la maladie. Ce médicament a montré des résultats prometteurs contre les filovirus, responsables des fièvres hémorragiques. Un autre antiviral, le remdesivir, pourrait également être utilisé, notamment chez les enfants de moins de douze ans et les femmes enceintes.

Paul Martial

ÉCOLOGIE SÉCHERESSE EN FRANCE, INONDATIONS EN CHINE, LE CLIMAT DÉRÉGLÉ

Le premier mois de l'été n'est pas encore achevé que nous sortons déjà d'une troisième canicule marquée par des températures dépassant 40°C. D'une ampleur sans précédent en France, cet épisode touche une grande partie de l'Europe. Confirmation, s'il en fallait une, d'un réchauffement climatique dont l'évolution rejoint les projections scientifiques les plus alarmantes. Au cours de ce même mois de juillet, en Chine, la tempête tropicale Maysak provoque de graves inondations dans le Guangxi, tandis que Xinyang, dans le Henan, suffoque sous la canicule. Le réchauffement ne se résume pas à une hausse uniforme des températures : il dérègle l'ensemble du climat.

Dossier coordonné par la rédaction



Une agriculture paysanne pour refroidir la planète

Canicules, sécheresse, baisse des rendements et mortalité animale : le dérèglement climatique frappe de plein fouet l'agriculture. Face à l'impasse de l'agrobusiness, l'urgence est de soutenir une agriculture paysanne et de construire une Sécurité sociale de l'alimentation.

Le réchauffement global a des conséquences mortifères sur tout le vivant (voir l'Anticapitaliste n°808). Les causes sont connues : le capitalisme agroalimentaire, intrinsèquement productiviste, historiquement lié aux énergies fossiles et dopé par elles, est responsable d'un quart des émissions de gaz à effet de serre (GES) et joue donc un rôle majeur. Le gouvernement, l'Assemblée et le Sénat, tous au service de ce système, persistent dans la fuite en avant dans tous

les domaines, notamment en confortant l'agrobusiness avec la loi d'urgence agricole.

Menaces sur notre alimentation

Dans les fermes, beaucoup de travail de nuit, peu de sommeil. Le pire a peut-être été évité, mais les dégâts sont immenses. Selon les premières estimations de la FNSEA, la production de maïs et de lait pourrait chuter jusqu'à 30 %, tandis que les pertes économiques approcheraient 25 % pour les fruits et

légumes frais. L'eau manque cruellement. Tout mûrit très vite et se trouve très vite brûlé par le soleil. La planification du travail jusqu'à la récolte et à la livraison est constamment bousculée. Un gros effort d'adaptation est fait sur le terrain, on teste, mais ces essais d'adaptation et leurs ajustements ne sont pas soutenus, et tout est précarisé. L'angoisse gagne les campagnes. Et parce que les prairies sont calcinées, dans nombre d'élevages, on a déjà largement entamé le stock de fourrage auquel on n'a recours, en année normale, qu'à partir d'octobre. Cet immense travail, plus stressant que jamais, s'effectue sous le diktat des industriels de la transformation et de la distribution, sous les injonctions du gouvernement Lecornu et de la PAC (politique agricole commune) définie par l'UE.

Élevage industriel : en sortir impérativement

Tout le vivant souffre de ces températures extrêmes, de ces nuits qui ne nous rafraîchissent qu'à peine. Mais c'est bien la condition faite aux animaux en élevage industriel qui provoque un choc éthique profond dans la société tout entière. Des millions de volailles ainsi que des dizaines de milliers de porcs et de bovins sont morts étouffés dans les bâtiments d'élevage. Les services d'équarrissage sont débordés. Mais la ministre A. Genevard osait fanfaronner : « la situation est

demeurée sous contrôle. » Plus que jamais, l'arrêt de l'industrie de la viande et la réduction massive de notre consommation de viande — seule voie compatible avec un élevage paysan bientraitant — constituent une urgence.

L'eau, notre bien commun

Malgré les importantes pluies de cet hiver, le pays est à sec. Les restrictions d'usage de l'eau s'appliquent sur tout le territoire : la sécheresse dépasse en gravité celles de 1976 et 2022 et intervient plus tôt. La bataille contre les mégabassines revient sur le devant de la scène et doit continuer de nous inspirer.

Sortir de l'agrobusiness, construire une Sécurité sociale de l'alimentation

L'agriculture industrielle intensifie les monocultures qui détruisent l'humus, concentre les terres agricoles, détruit les haies et favorise la déforestation, faisant ainsi disparaître d'importantes réserves de carbone et de biodiversité, et utilise des intrants issus des énergies fossiles.

Face à la catastrophe dans laquelle nous sommes plongés, pour éviter qu'elle ne se transforme en cataclysme et pour imposer des mesures radicales de bifurcation et de rupture anticapitaliste, une action déterminée, large et unitaire est nécessaire. Et c'est tout notre système alimentaire qui est à révolutionner, de la production à la consommation en passant par la transformation et la distribution. La Sécurité de l'alimentation pourrait être cet objectif désirable et mobilisateur : nous la mettons en débat lors de notre université d'été.

Commission nationale écologie

La Chine frappée par des phénomènes météorologiques meurtriers

Durant la première moitié de juillet, typhons, tornades, pluies torrentielles, inondations et glissements de terrain ont semé la désolation dans une grande partie du pays.

Les catastrophes naturelles sont fréquentes en Chine, en particulier en été, quand certaines régions subissent des précipitations intenses tandis que d'autres sont en proie à une chaleur extrême. Cependant, le réchauffement climatique, alimenté notamment par l'usage des combustibles fossiles, intensifie les précipitations extrêmes et aggrave les risques d'inondation et de glissement de terrain. Parmi les régions touchées, on compte le Guangxi, le Guizhou et le Hunan, dans le sud et le centre du pays. Ces trois régions rassemblent plus de 150 millions d'habitants — davantage que la Russie.

Une succession d'événements

Une partie importante du pays est, en fait, concernée par cette succession d'événements météorologiques. Maysak, le premier typhon de la saison à toucher la Chine, atteint le 3 juillet la province insulaire méridionale de Hainan. Ses pluies torrentielles provoquent de graves inondations à Nanning et dans ses environs, contraignant de nombreuses personnes à se réfugier sur les toits. Le 6 juillet, deux tornades frappent notamment la ville d'Ezhou, dans la province du Hubei (centre-est). Le 7 juillet, un glissement de terrain dans le Gansu (nord-ouest) tue 21 ouvriers forestiers. Le 11 juillet, le typhon Bavi, après avoir affecté le sud du Japon et Taïwan, déferle sur le littoral plus à l'est, provoquant l'évacuation de plus de 1,7 million de personnes. Peu avant, des pluies torrentielles liées au passage du typhon conduisent les autorités à évacuer près de 100 000 personnes à Pékin, dans le nord du pays.

Un bilan humain déjà élevé

La presse chinoise fait état d'une prévention et d'une organisation efficaces des secours. Cela ne semble pas être l'avis de toutes les personnes sinistrées. Un correspondant de l'Agence France-Presse a pu se rendre dans le village de Liulan (Guangxi), où les inondations ont détruit des maisons, emporté des animaux et provoqué la rupture du barrage du réservoir du même nom ainsi que, selon des habitants, celle d'un autre ouvrage, plus petit, près de Gantang. Une brèche dans le barrage de Liulan a libéré des torrents d'eau boueuse en aval. Le bilan humain provisoire de cette rupture s'élève à 26 morts et sept disparus. Au total, dans l'ensemble du Guangxi, les inondations ont fait 39 morts et neuf disparus.

Un système d'alerte défaillant

Bien des habitants de cette commune n'avaient pas pris la mesure de la gravité de la situation. Selon M. Huang, « jamais auparavant cela n'avait été aussi grave ». « On n'a reçu aucun avertissement. Si on en avait reçu, on n'aurait pas eu tellement de pertes. » Même des biens situés à l'étage de sa maison ont été détruits par les eaux. « En plusieurs centaines d'années, c'est la première fois que » la crue « atteint le premier étage », assure à l'AFP Bi Yunchun, un autre habitant de Gantang. Conséquence supplémentaire des inondations, quelque 800 à 900 serpents, dont des cobras, se sont échappés d'une ferme d'élevage détruite par les eaux dans la ville de Hengzhou.

Ces catastrophes provoquent des pertes économiques considérables en raison des inondations urbaines, de l'arrêt de l'activité industrielle, des cultures submergées ou du bétail emporté par les eaux, alors que l'économie chinoise est déjà atone. Dans un pays où la corruption est un mal endémique au parti-État, l'insuffisance et les profondes inégalités du système de protection signifient que de nouveaux pans de la population plongent dans la pauvreté à chaque nouveau choc météorologique.

Pierre Rousset



CHARMAG

AGROBUSINESS Porcherie, non merci : la lutte continue !

Le collectif « Non à la porcherie du lac » poursuit sa mobilisation contre l'installation d'une porcherie industrielle à Royère-de-Vassivière, en Creuse.

Le 6 juillet, le préfet de la Creuse a annoncé sa décision d'autoriser l'installation de la porcherie industrielle sur la commune de Royère-de-Vassivière. Les zones d'épandage du lisier sont prévues sur les communes de Faux-la-Montagne, Gentioux-Pigerolles et Royère, dont certaines se trouvent à quelques centaines de mètres du lac de Vassivière. Le 10 juillet, de nombreux élus du territoire ont organisé une conférence de presse sur l'île de Vassivière, exprimant leurs vives inquiétudes quant à la qualité de l'eau et à l'activité touristique et économique autour du lac. Le maire PS de Saint-Léonard-de-Noblat a indiqué que son usine de traitement des eaux ne serait certainement pas adaptée à une pollution aux cyanobactéries et aux cyanotoxines, ce qui laisse présager une augmentation considérable du prix de l'eau pour les 20 000 administrés de la ville. La commune est déjà confrontée à une pollution à l'arsenic due à une ancienne mine installée sur son territoire.

Le modèle breton à l'horizon

Le groupe agro-industriel Cirhyo, installé dans l'Allier, est en train de reproduire le modèle breton dans le centre de la France. Dans l'ex-Limousin, il s'est déjà installé à Bujaleuf (87), à une trentaine de kilomètres de Royère-de-Vassivière. Là, les zones d'épandage impactent directement la Maulde et la Vienne. Le 24 juin, y a été inauguré un nouveau bâtiment de « *multiplication porcine* » : 12 000 porcs y verront le jour, avant d'être engraisés dans des fermes situées dans un rayon de 30 kilomètres. Ainsi, le modèle Cirhyo prévoit que les deux porcheries fassent elles aussi des petits, avec de nouvelles porcheries dans leur sillage.

La FNSEA et la Coordination rurale aux avant-postes

Les deux syndicats majoritaires soutiennent ces projets : la FNSEA dirige la Chambre d'agriculture de la Creuse et la Coordination rurale celle de la Haute-Vienne. Reprenant le terme d'« *éco-terroristes* » dans un communiqué de presse daté de la veille de l'inauguration de l'extension de Bujaleuf, la Coordination rurale a menacé les opposantEs à la porcherie de les « cibler » et de les « retrouver ».

Ce n'est pas le revenu paysan que défendent ces syndicats majoritaires, mais une agriculture intensive et destructrice, pour le seul profit des grands groupes agro-industriels, auxquels l'État ne demande jamais de comptes en cas de pollution et qui n'apportent aucun soutien aux éleveurs dont les cochons sont morts pendant la canicule.

Élargissement et convergences

De même que le gouvernement fait passer en force sa loi d'urgence agricole, il apporte son soutien à Cirhyo. Mais le collectif ne compte pas en rester là : la pétition a recueilli plus de 70 000 signatures et un recours devant le tribunal administratif visant à faire annuler la décision du préfet est en cours. « *Cyanopasaran* », peut-on lire sur les nombreuses pancartes autour de Vassivière.

Le 15 juillet, le collectif a gagné de nouveaux soutiens à Limoges, où près de 300 personnes se sont réunies sur les bords de la Vienne, étendant géographiquement et numériquement la mobilisation.

L'heure doit aussi être à la convergence des luttes pour le vivant : à Peyrilhac (en Haute-Vienne), un collectif s'oppose au groupe T'Rhéal et à sa mégaferme bovine. À la Croisière (à la frontière entre la Haute-Vienne et la Creuse), un autre collectif se met en place contre la bétonisation de zones humides et de zones agricoles. Le vivant, l'eau et nos vies valent plus que leurs profits !

Aurélié

FIN DE VIE L'adoption définitive de l'aide à mourir ne met pas fin aux débats à gauche

Le 15 juillet, par 291 voix contre 241, l'Assemblée nationale a définitivement adopté la loi créant un « droit à l'aide à mourir ».

Après trois rejets du texte par un Sénat dominé par la droite, le dernier mot est revenu aux députéEs. Il ne reste plus, avant promulgation, que le passage par le Conseil constitutionnel.

Un droit encadré

Le texte légalise le suicide assisté et l'administration d'une substance létale par unE médecin ou unE infirmierE lorsque la personne est physiquement incapable de le faire elle-même. Le droit est réservé aux majeurEs françaisEs ou résidant de façon stable et régulière en France, atteintEs d'une affection grave et incurable engageant le pronostic vital, en phase avancée ou terminale. Il faut subir une souffrance liée à cette affection, réfractaire aux traitements ou jugée insupportable après le refus ou l'arrêt d'un traitement. Une souffrance psychologique seule ne suffit pas.

La demande doit être libre et éclairée. Après l'avis d'un collège pluriprofessionnel, la décision

revient à unE médecin, sous quinze jours. Deux jours de réflexion au moins précèdent la confirmation.

Un combat historiquement porté par la gauche

La gauche parlementaire, qui a voté pour à de rares exceptions individuelles près, s'en réjouit. Elle y voit l'aboutissement d'un combat ancien pour que les malades décident de leur corps et de leur mort, sans que ce choix soit confisqué par le pouvoir médical ou religieux. Il s'agit pour elle aussi de mettre fin aux pratiques clandestines et à l'inégalité entre celles et ceux qui peuvent partir en Suisse ou en Belgique et les autres. Tout en revendiquant le développement des soins palliatifs, qui ne soulagent pas toutes les souffrances, c'est également la position historique du NPA de défendre le suicide médicalement assisté. Le texte, issu d'une initiative transpartisane, a bénéficié du soutien du gouvernement et d'une large partie du centre droit. À l'Assemblée nationale, l'opposition est principalement venue de la droite et de l'extrême droite. Elle s'appuie historiquement sur des réseaux catholiques réactionnaires, de la Conférence des évêques à Alliance Vita, en passant par la Fondation Jérôme-Lejeune et les héritierEs de la Manif pour tous.

Une critique antivolidiste

On a ainsi souvent tendance à rabattre toute opposition sur ce camp réactionnaire. Pourtant, ces dernières années, une critique de gauche s'est affirmée, qui part d'une analyse antivolidiste des rapports sociaux et de l'expérience de personnes handicapées, à qui la société renvoie que la dépendance serait une déchéance et leur existence un poids.

Une grande partie de ces militantEs n'est pas opposée par principe au suicide assisté ou à l'euthanasie. Elle questionne la réalité de ce choix lorsque les moyens de vivre, d'être soignéE et de décider de ses conditions d'existence n'existent pas. La loi sur les soins palliatifs, promulguée en mai, proclame ainsi un accès égal... mais sans les budgets et le personnel pour le rendre effectif. Ces militantEs considèrent que leurs voix n'ont pas réellement été entendues par la gauche.

L'expérience canadienne nourrit également le débat : en 2021, l'aide à mourir y a été étendue aux personnes dont la mort naturelle n'est pas raisonnablement prévisible. Cette évolution est notamment portée par des associations de personnes atteintes de pathologies incurables, mais pas nécessairement terminales — maladie de Charcot, sclérose en plaques, maladie de Huntington... — ainsi que par leurs proches. Elle

comporte cependant, selon les critiques antivolidistes, le risque que des personnes handicapées demandent à mourir faute d'accès à des conditions matérielles et sociales suffisantes. Elles soulignent aussi la difficulté à fixer des contours stables à l'aide à mourir.

Après l'adoption de la loi

Ce débat a traversé la gauche critique, même s'il a peu percuté le grand public. L'adoption de la loi marque une étape.

La loi suscite un grand soulagement chez des personnes ayant une maladie incurable, promises à des souffrances insupportables, de leurs proches, mais aussi des équipes médicales confrontées à des réalités insoutenables et de beaucoup de personnes qui se projettent, pour elles-mêmes ou pour leur proche, dans ces situations.

Les conséquences d'un tel dispositif suscitent toutefois de fortes inquiétudes parmi les militantEs antivolidistes, en particulier dans un contexte d'austérité et de fascisation : notamment celle de voir des personnes handicapées poussées à « choisir » la mort lorsque leur vie est rendue impossible par l'organisation sociale.

À n'en pas douter, ces débats nourriront nos analyses des bilans de la loi et des propositions d'évolution de l'aide à mourir.

La rédaction

PALESTINE Pas de vacances pour le boycott d'Israël

Vous êtes en vacances, vous partez à la mer, à la montagne, chez des amiEs ou vous changez carrément de pays ? Voici six conseils pour des vacances Palestine friendly.

1. Fuyez Carrefour

De plus en plus d'enseignes Carrefour Market ou City s'installent dans des gares ou près de lieux touristiques. Repérez les lieux pour trouver des alternatives que vous pourrez même conseiller à d'autres vacanciers qui ne connaissent pas encore la complicité de l'entreprise avec l'occupation et le génocide en Palestine.

2. Hydratez-vous. Refusez Coca-Cola !

En terrasse, vous pensez immédiatement à Coca-Cola. C'est normal : depuis l'enfance, la propagande publicitaire vous a fait croire que c'était LA boisson désaltérante par excellence. On sait bien que seule l'eau désaltère. Mais l'eau, Coca-Cola la vole aux habitantEs des territoires sur lesquels l'entreprise s'implante, comme au Mexique, où cela représente 1,2 million de litres d'eau extraits chaque jour contre 2 600 pesos par an, pour des bénéfices dépassant les 32 millions de pesos.

3. Mobilisez-vous contre Israël dans les événements sportifs

Du 10 au 12 juillet avait lieu la Coupe du monde d'escalade à Chamonix. De nombreux grimpeurEs se sont mobiliséEs et ont mené plusieurs actions : une manifestation, le déploiement d'un drapeau palestinien sur le mont Blanc et une campagne de mobilisation visant à faire exclure la fédération israélienne des compétitions internationales le 23 juillet prochain. Un modèle de mail prêt à envoyer est disponible sur le site Climbers for Palestine.

Victoire ! Il n'y a plus d'équipe israélienne au Tour de France !

L'équipe Israel Start-Up Nation a fait son entrée au Tour de France en 2020. Elle était financée en grande partie par Sylvan Adams, milliardaire israélo-canadien qui disait vouloir « promouvoir Israël ». Elle a changé de nom pour devenir Israel-Premier Tech entre 2022 et 2025 et a participé activement au blanchiment de l'État génocidaire par le sport.

L'année dernière, en plein génocide, l'équipe a connu des courses mouvementées. Chahutée au Giro d'Italie, puis à la Vuelta en Espagne, dont la dernière étape a été prématurément interrompue, elle a également été contestée en France, notamment avec l'entrée remarquée d'Amine Messal sur le trajet. Ce sportif, qui a dénoncé le génocide sur le Tour de France, est toujours poursuivi par la justice française. Mais l'équipe a dû changer de propriétaire, de nom et de pays de rattachement...

Bref, il n'y a plus d'équipe israélienne au Tour de France... et on le doit à la mobilisation.



4. Portez votre keffieh de façon détournée

Enroulé sur la tête, en bustier, en jupe ou en sac à main... En pleine canicule, il y a plein d'autres façons de porter votre keffieh et de continuer à montrer votre solidarité avec le peuple palestinien.

5. Apportez votre drapeau palestinien

Vous allez à un festival parce que vous savez qu'une star chère à votre cœur s'y produit. Vous avez vérifié qu'il n'y avait pas de partenariat avec une institution israélienne (ministère, ambassade...), mais vous ne connaissez pas toute la programmation. Si vous avez un drapeau palestinien avec vous, vous pourrez à tout moment le brandir, que ce soit pour soutenir votre artiste, qui se tient du côté de la justice en Palestine, ou tout simplement pour rappeler que le génocide est toujours en cours.

6. Renseignez-vous sur les actions sur place

Des collectifs de solidarité avec la Palestine existent partout et vous pourriez participer à l'une de leurs initiatives. C'est une très bonne façon de découvrir votre lieu de villégiature autrement que comme un simple touriste. Vous l'avez compris, le boycott économique, c'est refuser d'acheter les produits des entreprises complices. Mais, dans le cas du boycott culturel ou sportif, il s'agit parfois de mettre la Palestine là où l'on ne l'attend pas. Free Palestine !

Monira Moon

EXPÉRIMENTATIONS Les espaces Saquary de Plassac, un tiers-lieu pour faire vivre le commun

Sous un soleil de fin d'après-midi, accompagné d'une brise fraîche bienvenue, plusieurs dizaines de personnes se sont réunies ce mardi 30 juin autour du « Four de ma mie », construit par des bénévoles de l'association Saquary. En projet depuis trois ans et construit à partir de matériaux récoltés ça et là (sur le chantier de la maison des associations voisine, au château Bellevue de Plassac ou simplement offerts par les habitantEs), le four est quasiment terminé. C'était l'occasion pour le Rotary Club Nord-Blayais, dans le cadre de son parrainage annuel, de remettre symboliquement un chèque de 1400 euros à l'association Saquary au cours d'un repas préparé par le Secours populaire (qui pourra réutiliser les recettes pour financer ses activités locales). Une occasion de découvrir l'histoire d'un tiers-lieu plein de vie, d'idées et de ressources.

Retour aux origines

« Pendant le Covid a émergé ce besoin partagé par les habitantEs d'un lieu pour faire vivre le commun », me confie Alexandre, l'un des fondateurs de l'association Saquary et son ancien président. Après les élections municipales, la nouvelle mairie cherchait une association pour gérer une bâtisse en pierre et un terrain de 13 hectares appartenant à la commune depuis que leur ancienne propriétaire, Mme Saquary, en avait fait don. Voyant là une opportunité de faire d'une pierre deux coups (voire plus), Alexandre et d'autres ont créé l'association au nom de cette généreuse donatrice pour transformer cet endroit en un tiers-lieu nourricier, apte à revitaliser la vie sociale locale.

Après une première année à définir leur projet, réaliser une étude agroécologique du parc et chercher des financements, le premier chantier de l'association a été de réaménager le bâtiment dont elle avait la charge. C'est dans ce but que Caroline, de l'agence d'architecture Nicole Concordet, est restée un an à Plassac afin d'apprendre à connaître les personnes qui font vivre cet endroit. Ils ont ainsi conçu ensemble la nouvelle maison des associations au cœur des espaces Saquary, mais également commencé à réfléchir au concept d'un four à pain communal. Création d'un sous-sol, rénovation des intérieurs, aménagement d'une passerelle pour permettre un accès PMR, construction d'une avancée de toit pour créer une zone extérieure couverte derrière le bâtiment...

Plus d'un an plus tard, le bâtiment complètement transformé était prêt à accueillir la vie associative locale pendant que commençait la construction du four à pain. L'année 2024 a été l'occasion de planifier la gestion du parc et d'avancer petit à petit sur la construction du four. En 2025, l'association a été reconnue d'intérêt général et, la même année, les membres de l'association ont décidé d'adopter un

Reportage. À Plassac, en Gironde, l'association Saquary fait vivre un tiers-lieu nourricier où se croisent activités culturelles, pratiques écologiques et expérimentations low-tech. Son nouveau four à pain communal témoigne de cette aventure collective.



Soirée «Et toi comment ça va?» juillet 2025, partenariat Foksaboug. © LA DAUGE



Lors de la construction du four à pain, © SAQUARY

fonctionnement collégial pour mieux organiser collectivement la gestion des espaces Saquary.

Un lieu d'innovation écologique et sociale

« Un bon moyen de résumer Saquary, c'est l'acronyme VALEUR: Vivre-ensemble, Alimentation, Low-tech, Environnement, Utopie, Robustesse », me dit Alexandre, qui est désormais salarié de l'association depuis le passage en gestion collégiale. Vivre-ensemble est l'un des principes fondateurs de l'association. C'est ce que me confirme Jean-Michel, à la retraite, qui, grâce à l'atelier de théâtre et au café associatif, trouve « de quoi occuper ses journées » et une occasion de socialiser. L'association accueille également un fablab, un atelier de couture, des scènes ouvertes, un atelier de yoga et des expositions diverses.

Alimentation renvoie aux activités menées sur les 13 hectares que gère l'association, notamment occupés par des vergers agroforestiers, des jardins partagés bio et des ruches. L'association prévoit également, avec le CIAS de Blaye, de repérer les surplus alimentaires dans les jardins des habitantEs de Plassac pour éviter les pertes alimentaires. Un autre projet, pour la rentrée scolaire, consisterait à fournir la cantine de l'école maternelle.

Low-tech caractérise la construction du four à pain, dont la conception a réuni les compétences d'architecte de Caroline, l'expérience de boulanger de Guillaume, les talents d'artiste de Laurence et les contributions plurielles des membres de l'association. Le résultat est un four de masse à double combustion,

entièrement construit avec des matériaux récupérés et conçu pour limiter la consommation d'énergie. Cette démarche se traduit aussi par la présence d'un atelier low-tech pour faire progresser, de manière expérimentale, la recherche dans ce domaine. Environnement occupe également une place centrale dans le projet. L'association a par exemple effectué une étude agroécologique préalable à l'aménagement du terrain afin de respecter la biodiversité locale (qui comprend plusieurs espèces protégées). Ainsi, une bonne partie du parc est gérée en éco-pâturage et la majeure partie de la matière organique du site est compostée.

Utopie, « c'est un des rôles que veut jouer cet endroit », m'explique Alexandre : « donner à rêver un autre monde » en faisant la promotion des alternatives développées et expérimentées au sein des espaces Saquary. À cette fin, plusieurs panneaux témoignent, à l'étage du bâtiment principal, du parcours et des réussites de l'association. Robustesse, enfin, résume la philosophie sous-jacente à tout ce projet. Proche de la résilience, ce concept désigne la capacité d'un système à rester viable malgré les fluctuations. À l'opposé du darwinisme social, qui érige la compétition en principe d'organisation, la robustesse repose notamment sur la diversité et la coopération, qui renforcent les capacités d'adaptation. Cette philosophie s'applique à l'environnement (à travers les pratiques écologiques mentionnées), au tissu social (grâce aux nombreuses associations



Le four à pain terminé! © SAQUARY

partenaires), aux objets (par exemple grâce à l'atelier de réparation de vélos) et aux personnes (par exemple grâce à la présence de l'association Rêv'Elles, qui accompagne les femmes en difficulté).

Une initiative locale inscrite dans des réseaux plus larges

Les espaces Saquary, dans leur conception comme dans leur fonctionnement, sont donc un véritable poumon de la vie locale. Mais les expériences réalisées ici s'inscrivent dans une démarche beaucoup plus large visant à repenser notre société à la base et en autonomie. En documentant ses pratiques de gestion du parc à des fins pédagogiques et en travaillant avec plusieurs associations régionales, nationales ainsi qu'avec l'organisation internationale Low-tech Lab, les espaces Saquary participent, à leur échelle, à la construction d'alternatives écosocialistes.

Paul, Comité Bordeaux Gironde

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](#)
[l.anticapitaliste](#)
[Lanticapitalis1](#)
[anticapitaliste.presse](#)
[lanticapitaliste](#)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 5 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine

